

Nous savons que le pays attend le spectacle qui doit avoir lieu la première semaine d'avril: l'entraver maintenant ne serait pas de jeu. Les musiciens répètent depuis longtemps et sont prêts à partir en tournée au lieu de ne s'exécuter qu'en fin de semaine.

Mais que le gouvernement n'oublie pas, quand le Parlement reviendra terminer la session, que notre patience a des limites, comme on l'a vu à propos de la mesure budgétaire originale que nous avons contribué à rejeter l'autre semaine. Nous savons qu'il faut sauver le dollar, l'américain comme le canadien, aussi bien que le yen japonais et toutes les autres devises du monde occidental auxquelles notre régime économique doit faire confiance pour exister. Nous savons aussi qu'à son retour de Rio de Janeiro, l'été dernier, le ministre des Finances était disposé à abandonner l'or comme étalon monétaire international. C'est là une idée conforme aux préceptes du crédit social. Depuis 1935, nous soutenons que notre système monétaire est fondamentalement faible et qu'il le restera tant que sa stabilité dépendra d'un métal au lieu du crédit de notre population. Ce précepte se confirme de façon remarquable de nos jours. La sagesse de la position adoptée en 1935 se révèle clairement à la lumière des nouvelles déprimantes d'achats d'or en masse. Le plus tôt nous adopterons un système selon lequel notre monnaie ne dépendra plus de l'or et, partant, ne sera plus à la merci de spéculateurs sans pitié placés aux endroits névralgiques du monde entier, mieux cela vaudra pour l'humanité.

Une des dernières choses à souhaiter, c'est une nouvelle dévaluation du dollar canadien et la perte de confiance qui en résulterait. Le parti conservateur a passablement d'expérience dans ce domaine, et il serait sans aucun doute prêt à recourir de nouveau à cette mesure s'il en avait l'occasion. Vu la crise internationale que nous traversons, je ne crois pas que nous puissions nous livrer au genre d'expérience qu'on a tentée en 1962.

Il y a une leçon que le gouvernement aurait dû apprendre. Il ne gagne rien à adopter les politiques préconisées par le NPD, du moins pas à la Chambre. Les membres de ce parti n'ont aucune reconnaissance envers le gouvernement, qui n'y gagne rien. J'écoutais l'autre jour le député de Vancouver-Kingsway (M^{me} MacInnis), qui, dans un récent discours démontrait la nécessité de créer un ministère de la Consommation et des Corporations. A mon avis, elle a mordu la main qui l'a nourrie. Écoutant l'honorable représentante l'autre jour, j'ai été frappé de voir qu'elle avait commis un acte de cruauté non pas envers des

bêtes, mais envers des gens bêtes. Il est sûrement bête de présenter sans cesse des mesures législatives inspirées des idées de l'honorable représentante du NPD. Depuis des années, on réclame à grands cris un ministère de la Consommation. Lorsque le gouvernement a présenté sa mesure législative, il n'a reçu que des insultes de la part de ce parti.

C'est sans doute parce qu'on savait que le NPD préconisait depuis quelques années un statut spécial pour la province de Québec que le bill no C-186 sur les questions ouvrières a été présenté. Il a été traité avec la même cruauté et la même méchanceté. A mon avis, et je suis d'accord avec le NPD à cet égard, ce bill n'avait rien de bon; mais c'était encore une erreur que d'agir en comptant sur l'appui de ce groupe.

On a présenté le projet d'assurance frais médicaux et on l'a fait adopter; or presque toutes les provinces s'y sont opposées. C'était un autre projet du NPD que les libéraux ont repris pour tenter de trouver un sujet de campagne électorale qui plaise à la gauche. Finalement, nous aurons un bureau de révision des prix. C'était là un projet cher au député de Vancouver-Kingsway. A peine cette mesure fut-elle présentée par le gouvernement qu'on en parla comme d'une merveille d'inefficacité.

Je ne comprends pas pourquoi le gouvernement libéral continue de présenter ces projets favoris qui sont instantanément attaqués par ceux-là mêmes qu'ils veulent apaiser.

● (9.10 p.m.)

Une voix: Il n'y a pas de gratitude du tout.

M. Johnston: Quelqu'un vient de dire qu'il n'y a pas de gratitude du tout. J'en conviens. J'ignore si le discours prononcé cet après-midi a satisfait le député de Vancouver-Kingsway (M^{me} MacInnis). Il n'a pas apporté grand-chose au député d'York-Sud (M. Lewis) comme on s'en est aperçu d'après l'éloquente description qu'il en a faite. D'une certaine manière, je partage son avis: c'était plutôt triste de voir le premier ministre (M. Pearson) prendre ce moyen pour prononcer ce qui sera peut-être son discours d'adieu à la Chambre.

Je sais bien qu'il serait difficile en ce moment de trouver un sujet qu'on puisse relancer dans ces murs, car tant de programmes du gouvernement ont fait naufrage et l'on en retrouve les épaves ici et là. Comment parler de politique étrangère en ce moment? Il n'y a pas de quoi se vanter sur ce point. Comment parler du Commonwealth, dont le destin ne tient plus qu'à un fil? Comment parler de la Compagnie des jeunes Canadiens?